



Alain Le Roy : « Les casques bleus ne doivent pas être un substitut à l'action politique »

Le chef des opérations de maintien de la paix des Nations unies souhaite que les pays développés fournissent davantage de troupes

New York (Nations unies)

Correspondant

Le diplomate français Alain Le Roy est le chef des opérations de maintien de la paix des Nations unies. Nommé en août 2008 par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, il a remis une étude, intitulée *Nouvel horizon*, sur les défis du maintien de la paix.

Vous avez alerté à plusieurs reprises le Conseil de sécurité sur le manque de moyens de certaines de vos missions. Êtes-vous submergé par les demandes ?

L'ONU est victime du succès d'un grand nombre de ses opérations récentes et de l'instabilité grandissante. En moins de dix ans, nous sommes passés de 20 000 à 113 000 casques bleus, déployés dans quinze missions. On nous demande d'aller où personne d'autre ne veut aller. Après une telle croissance, il est normal de faire de l'introspection pour s'assurer que nous avons les capacités de remplir des missions plus complexes et plus robustes.

Quelles missions vous inquiètent le plus ?

La République démocratique du Congo [RDC] et le Darfour, une région vaste comme deux fois la France. Nous n'avons pas toujours les capacités de faire face. Nous dépendons de la communauté internationale. Quand il y a une volonté politique forte, comme au Liban, les équipements les plus per-

formants sont déployés. Mais la plupart de nos forces sont moins bien équipées. Il est très important, lorsque le Conseil de sécurité adopte des mandats, qu'il s'assure que nous aurons les capacités requises. **Les missions qui vous sont confiées sont-elles plus dangereuses ?**

Traditionnellement, l'ONU s'interposait entre des armées, comme sur le Golan ou à Chypre. Aujourd'hui, nous devons protéger des civils dans des zones de guerre. C'est très compliqué. Les forces à notre disposition sont entraînées à faire la guerre, pas à protéger des civils. Comment protéger au mieux 10 millions de personnes, dans les Kivus [Est de la RDC], avec 10 000 casques bleus, au milieu de combats incessants ? Chaque jour nous inventons de nouvelles méthodes. Par exemple, nous avons remis des téléphones portables aux chefs de villages pour nous alerter, avec un temps de réaction de nos troupes de moins de 8 minutes. Nous avons fait beaucoup de progrès. Et n'oubliez pas que dans la plupart de ses opérations, l'ONU a protégé des millions de civils et transformé des millions de vies.

A-t-on parfois trop vite recours aux casques bleus ?

Les opérations de maintien de la paix ne devraient pas être un substitut à l'action politique. On a parfois le sentiment que c'est le cas. Les opérations qui réussissent sont pourtant celles qui ont un soutien politique continu. En RDC,

nous sommes un peu seuls. Au Darfour, le processus de paix est très lent. Heureusement qu'en Somalie, le Conseil de sécurité n'a finalement pas envoyé une mission onusienne de maintien de la paix. Cela aurait pu être le même désastre qu'en 1994. Il aurait fallu une force multinationale, mais personne n'est candidat...

Êtes-vous affecté par la crise financière ?

Bien sûr. Notre budget dépasse les 7,5 milliards de dollars. Des pays comme le Japon ou les pays européens, qui financent la majorité de nos opérations, ont souhaité réduire les coûts. C'est compréhensible. Mais comme l'a noté le Brésil, notre budget reste modeste face aux 1 400 milliards de dollars annuels que les États dépensent en matière d'armement. Et une étude de la Cour des comptes américaine a montré que si les Américains se substituaient à nous, cela coûterait entre 3 fois et 10 fois plus cher.

Sentez-vous une différence d'attitude depuis que Barack Obama est à Washington ?

Absolument. Lorsque le secrétaire général de l'ONU l'a rencontré, il a été très clair dans sa volonté de soutenir l'ONU et nos opérations de maintien de la paix. Il a jugé notre contribution à la paix et la sécurité mondiale « inestimable ». Ces paroles ont été suivies d'effets. Malgré la crise financière, il a fait voter par le Congrès le remboursement de presque tous les arriérés américains dus à nos opérations

de maintien de la paix. Les Américains nous ont aussi dit qu'ils étaient prêts à nous fournir des équipements, des observateurs militaires, des policiers ou des officiers. Pour les troupes, cela prendra plus de temps, compte tenu de leur priorité pour l'Afghanistan. Mais ils envisagent de le faire.

Les pays occidentaux font-ils preuve d'hypocrisie en vous confiant des missions toujours plus complexes mais sans fourrir d'hommes ?

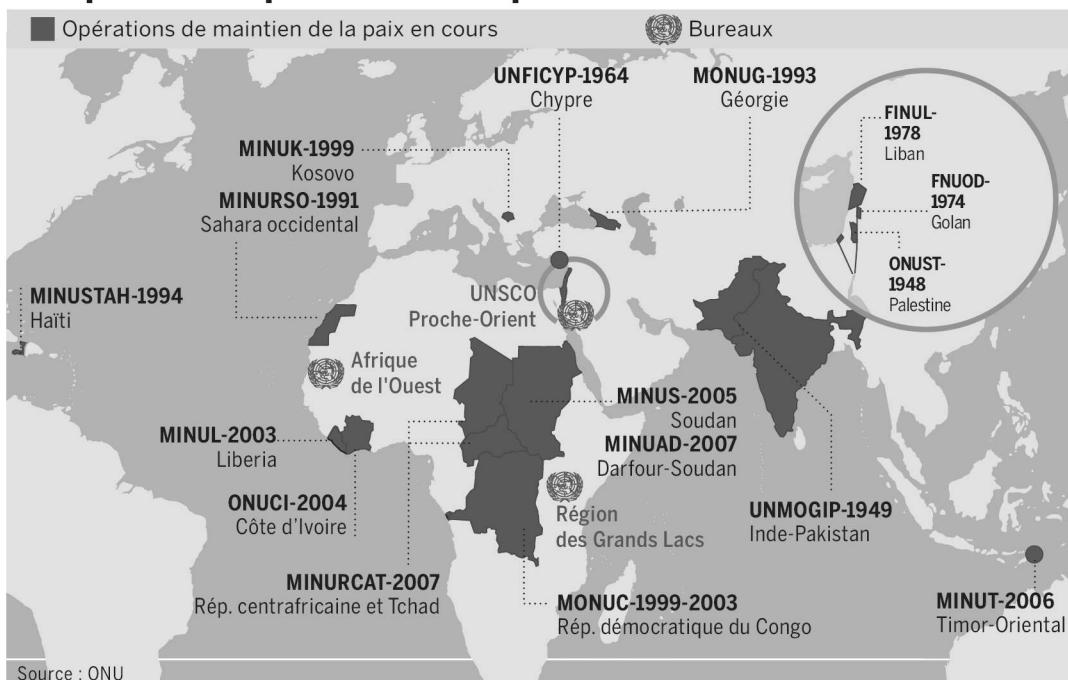
Ils financent la majeure partie de ces opérations, et donc ils y participent. Et la France est très présente au Liban. Mais à terme, il faudra mieux partager le fardeau dans la fourniture de troupes. Les pays les plus développés doivent revenir en nombre plus significatif dans nos opérations. Ils ont tous en tête les tragédies des années 1990 : la Bosnie, le Rwanda, la Somalie. Et ils veulent s'assurer qu'elles ne se reproduiront pas.

L'expansion des missions de maintien de la paix va-t-elle continuer ?

Nous ne le souhaitons pas, car cela voudrait dire qu'il y a encore plus d'instabilité. Mais avec la crise financière, dans certains pays le risque de troubles sociaux et donc politiques s'accroît. Les autres grands acteurs sont accaparés dans des conflits comme l'Afghanistan. C'est donc à l'ONU qu'on risque encore de faire appel. ■

Philippe Bolopion

Une présence importante en Afrique



Nouveaux espoirs de paix dans l'est de la RDC

Les chefs d'Etat du Rwanda, Paul Kagamé, et de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Joseph Kabila, se sont rencontrés à la frontière commune entre les deux pays, jeudi 6 août. « Cela aurait dû avoir lieu avant [mais] c'est un premier pas de géant », a fait valoir M. Kabila à la presse. Ce rapprochement conforte les espoirs de paix dans l'est de la

RDC où les armées rwandaise et congolaise ont mené au début de l'année, avec le soutien logistique des casques bleus de l'ONU, des opérations conjointes contre un groupe rebelle hutu comptant parmi eux des « génocidaires ». Les deux chefs d'Etat doivent se revoir à Kinshasa, la capitale de la RDC, en octobre ou novembre. – (AFP; Reuters.)